

Burundi : déception et jubilation après le vote du retrait de la CPI

Jeune Afrique, 13 octobre 2016 Ce mercredi, à Bujumbura, les deux chambres du Parlement ont voté en faveur du projet de loi porté par le Président Nkurunziza. Il propose le retrait du Burundi de la Cour pénale internationale. Pour certains, c'est la preuve que le gouvernement est coupable de graves crimes. Les décrets sont jetés. Avec les 94 députés sur 110 et les 37 sénateurs sur 37 qui ont voté en faveur du projet de loi actant le retrait du pays de la CPI (cour pénale internationale), il semblerait bien que Bujumbura veuille en finir une fois pour toutes avec La Haye. Après ce vote historique, les réactions n'ont pas tardé, des plus vives aux plus jubilatoires.

« Cette décision de quitter la CPI est une nouvelle preuve que les autorités burundaises sont impliquées dans les crimes commis au Burundi ; cela montre aussi qu'elles ont peur d'être poursuivies par la justice internationale », interprète Armel Niyongere, président de l'Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (Acat). Le défenseur des droits humains promet d'aider et d'aller jusqu'au bout pour que justice soit rendue : « En tant que victimes de crimes contre l'humanité au Burundi, nous sommes prêts à collaborer avec la nouvelle commission des Nations Unies et la CPI pour diligenter des enquêtes crédibles et poursuivre les auteurs, qui qu'ils soient ». « Ce pays a besoin de la justice internationale » Au sein de la classe politique, déception rime avec jubilation. Tatien Sibomana, pointure du parti Uprona « non reconnu par le gouvernement », n'en revient pas : « Le Burundi ne peut pas se targuer de se retirer de la CPI. Ce pays a besoin de la justice internationale pour punir certains crimes odieux. D'ailleurs, au niveau de notre parti, nous sommes en train de rassembler des preuves, à remettre avant 12 mois, que la CPI pourra utiliser. » Autre son de cloche au niveau du Cndd-Fdd (conseil national pour la défense de la démocratie « forces de défense de la démocratie ») qui, au travers des déclarations de la plupart de ses membres, considère la Cour comme un outil de l'impérialisme occidental. « Félicitations à l'Assemblée nationale pour avoir fait passer le projet de loi sur le retrait du Burundi de la CPI », a glissé Nancy Ninette Mutoni, nouvelle porte-parole du parti au pouvoir, sur son compte twitter. Armel Gilbert Bukeyenzeza